

L'Indépendant Le 4ème Pouvoir

Journal Togolais d'Informations Générales
d'Analyses Politique et de Publicité

express

CHRONIQUE / Gestion des affaires courantes : Jusqu'à quand ?

Dossier P.3&5

Evaluation du Gouvernement Ahoomey-Zunu

Pires ministres, piètres prestations...



Psychodrame à Kpélé Tsavié

La cascade de la mort a tué un délégué de Graabel-Pharma et son épouse P.8

DERNIERE MINUTE P.2

Faure face à la presse cet après-midi

Mystérieuse disparition de 300 millions

La CSTT reste secouée par les magouilles P.4

Sport / Les USA éclatent la mafia FIFA

Les fédérations africaines vont être secouées... P.6&8

Crise du Maïs P.4

L'ANSAT contrainte d'ouvrir ses magasins

Une semaine après sa rencontre avec les consommateurs, les producteurs et les commerçants pour revoir le prix à fixer pour le maïs qui avait grimpé de 400F à 600F, l'Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT) a ouvert enfin ses vannes ce vendredi dernier. Les togolais après avoir crié haro sur le baudet, achèteront désormais le bol de maïs à 475F. Ceci non sans contrainte. Il a fallu une grande mobilisation et des pressions...



Un vent chaud et sec souffle depuis le mercredi 27 mai dernier sur la Fédération Internationale de Football Association FIFA. La grande faitière de football mondial est secouée par un scandale de corruption ...

L'actualité continue sur www.independantexpress.com

CHRONIQUE

Gestion des affaires courantes : Jusqu'à quand ?

Combien de temps durera la période de gestion des affaires courantes du gouvernement ? C'est la question que les Togolais se posent en ce moment.

Depuis sa prestation de serment le 04 mai 2015, il a fallu atteindre dix-sept (17) jours pour que le premier ministre démissionne.

Ce qui est sûr, c'est qu'un mois après la tenue des élections le pays continue par attendre son nouveau gouvernement.

Les Togolais attendrons encore longtemps peut-être avant de connaître le tout nouveau gouvernement du troisième mandat de Faure GNASSINGBE.

Et pourtant le président sortant avait clamé haut et fort que s'il gagne, il se mettra très vite au travail parce que de très grands chantiers l'attendent, surtout le front social qui était en ébullition avant les élections avec les revendications salariales que posent les travailleurs à travers leur puissant syndicat, la synergie des travailleurs du Togo.

Si par respect à la constitution, le gouvernement sortant après démission ne devait s'atteler qu'à gérer les affaires courantes combien de temps doivent attendre les dossiers qui ne rentrent pas dans le cadre de cette gestion afin de connaître une suite, s'exclament certains Togolais.

D'autres affirment tout simplement que c'est l'habitude de la maison. Chaque fois qu'il a fallu changer le gouvernement après des élections, on perd énormément de temps avant que le nom du premier ministre ne soit dévoilé.

D'autres diront que c'est parce qu'il veut bien faire que le président prend tout son temps. Alors que ceux-ci oublient qu'on a connu dans ce pays des premiers ministres dont la traction a pris du temps tellement que le choix a plutôt été un fiasco.

En principe à partir du moment où l'on se présente à l'élection présidentielle, l'on devrait déjà avoir une idée sur ses hommes de confiance susceptibles d'occuper ces hautes fonctions pour la réussite du programme sur la base du quel l'on est élu.

Actuellement tout se passe comme si le président a oublié ses promesses de se mettre vite au travail.

Certains Togolais se posent la question de s'avoir si le président a été surpris de sa victoire au point qu'il ne sait pas encore celui qui est à même de conduire son programme de campagne.

En France dès la proclamation des résultats le président élu ne tarde pas souvent à nommer son premier ministre parce que la gestion du pays est au-delà des calculs électoralistes.

Le président a le plus souvent une idée sur son collaborateurs le mieux placé pour conduire l'action du gouvernement. Cette nomination tient compte du poids politique de l'intéressé et de sa popularité auprès des Français.

Malheureusement le choix du premier ministre dans nos jeunes démocraties et surtout au Togo dépend des considérations qui n'ont rien avoir avec l'opinion des citoyens sur les personnes qui reçoivent la confiance du président.

Il est grand temps que les premiers responsables apprennent à faire les choses dans les normes en nommant lorsque la situation l'exige leur gouvernement dans un délai qui ne met pas le pays dans une attente incompréhensible.

Les Togolais ont besoin que le premier ministre soit nommé très rapidement pour que le gouvernement AHOUMEY ZUNU cède le plancher au profit de nouvelles figures à la tête des départements ministériels.

O.Y.Nasser

DERNIERE MINUTE

Faure face à la presse cet après-midi

Dans la droite ligne du sommet des chefs d'Etats et de gouvernement sur la sécurité maritime que le Togo organise en novembre prochain, Faure Gnassingbé anime une conférence de presse cet après midi à Lomé. Cette rencontre servira de lancement des activités préparatoires de ce sommet contre la piraterie maritime. L'occasion faisant le larron, les journalistes présents évoqueront les questions politiques notamment sur la nomination du nouveau premier ministre.

Insolites

Les lunettes de protection pourraient être imposées sur les tournages de film porno

Les lunettes de protection pourraient être imposées sur les tournages de film porno.

Les scènes de sexe des films pornographiques pourraient bientôt ressembler à des examens médicaux douteux. Une nouvelle réglementation à propos des normes de sécurité de la production pornographique en Californie est en passe d'être finalisée.

La division californienne de santé et sécurité au travail (Cal/OSHA), qui fixe les normes sécuritaires des travailleurs, a publié 21 pages de ces futures consignes, destinées à protéger les employés des pathogènes transmissibles par le sang et d'autres fluides corporels évidents. En tête de liste, l'obligation du port du préservatif, mais également un financement par la production de visites médicales et de vaccins contre l'hépatite B. Rien d'absurde jusque-là, bien au contraire. Sauf que les acteurs sont également sommés d'enfiler quelque chose d'inhabituel, dédié jusqu'alors au rôle du scientifique coquin : des lunettes de protection.

"Ce sont des règlements conçus pour les milieux médicaux, et inapplicables sur un film pour adultes ou toute autre production hollywoodienne", a déclaré dans un communiqué Diane Duke, PDG de la Free Speech Coalition, association américaine de l'industrie du porno.

Tue l'amour et l'industrie

À la base, ce renforcement législatif ciblait avant tout le port du préservatif. Il y a plus de cinq ans, Michael Weinstein, directeur de l'association de lutte contre le sida Fondation AIDS Healthcare, dépose une lettre auprès de Cal/OSHA pour tenter d'imposer le moyen de protection sur les tournages de porno (on ne parle pas ici des lunettes de protection). L'initiative sera le point de départ de plusieurs années de débats houleux et d'audiences publiques concernant les conditions de travail dans ce secteur sexué.

Opposée à cette évolution radicale, Diane Duke souhaite modifier la proposition, "de manière à protéger les acteurs des films sans stigmatisation et éviter l'arrêt de toute une industrie." Les prétendus tue-l'amour transparents pourraient en effet coûter cher aux productions, si la décision prévue en mars 2016 valide le règlement. La loi adoptée dans le comté de Los Angeles fin 2012 imposant le port du préservatif sur les tournages a déjà contribué à la délocalisation de l'industrie milliardaire du porno.

Expression du Jour

Blanchir de l'argent

Signification

Donner à de l'argent malhonnêtement acquis une existence légale en dissimulant les preuves de son origine

Un célèbre proverbe dit que « bien mal acquis ne profite jamais » ou, autrement dit « on ne tire aucun avantage d'une possession ou d'un privilège obtenu par malhonnêteté ».

Mais si c'était toujours vrai, les truands, escrocs et autres pourvoyeurs de drogues ne s'achèteraient pas de superbes voitures ou propriétés, ne vivraient pas comme des nababs, et ne jugeraient pas utile de continuer à s'adonner à leur activité.

Le problème, pour ces aigrefins, est de remettre en circulation l'argent accumulé malhonnêtement en le faisant passer pour des espèces 'honnêtes' obtenues dans la plus pure légalité, donc en faisant disparaître les preuves de son origine frauduleuse.

Depuis le début du XIIe siècle, « blanchir » signifie « rendre blanc », ce qui n'est pas vraiment fait pour étonner. Il en découle, un siècle et demi plus tard, bien avant l'apparition des enzymes glutonons qui lavent plus blanc que blanc, le sens de « rendre propre » puisque, lorsqu'on a un linge blanc sali, on essaye de le « blanchir » en le lavant.

Au figuré et au XIXe siècle, le verbe signifie également « purifier », le blanc éclatant étant aussi un symbole de pureté.

Au figuré encore, dès le XIVe siècle, on parlait déjà de « blanchir un accusé » lorsqu'on réussissait à éliminer les soupçons qui pesaient sur lui ou, autrement dit, à le « laver » de ces soupçons.

Ce n'est qu'au XXe siècle qu'apparaît notre expression pour désigner l'action qui consiste, via des moyens généralement eux-mêmes malhonnêtes, à « nettoyer » ou « purifier » de l'argent « sale » afin de pouvoir le réinjecter dans l'économie comme s'il s'agissait d'argent honnête.

L'Indépendant Le 4ème Pouvoir
Journal Populaire, Culturel et Social
Éditions Hebdomadaires et Trimestrielles

Journal édité par l'Agence de Communication et de Presse Internationale (ACP INTER)

Siège Social: Rue Diamant angle rue de la Continuité - Villa de la Fortune Qt Adidogomé Wonyomé
BP 254 Lomé - Togo Tél 228 23 20 41 66

L'information est une vocation

Directeur Général

et **Directeur de Publication:**

Carlos Komlanvi KETOHO

Cel: (00228) 90 04 80 68 /

23 20 41 66

Secrétaire de Rédaction:

Andréas DAGAWA

Rédaction:

Carlos Keith's

Alfredo Philoména

Richard AZIAGUE

Sarah Jennifer

Rodolph TOMEAGAH

Service Commercial

AYIKA Ekoué Teddy

91 91 25 20

Marketing et Distribution:

Dodji KETOHO

Maison de la Presse

Case N°1

PAO:

ACP INTER

AYIKA Ekoué Teddy

(Tél: 2320 41 66)

RECEPISSE N°0311/14/03/07/HAAC

www.independantexpress.com

Dossier

Evaluation du Gouvernement Ahoomey-Zunu
Pires ministres, piètres prestations...

Le gouvernement d'Ahoomey - Zunu a rendu son tablier le vendredi 22 mai dernier. Une démission qui fait suite à la réélection de Faure GNASSINGBE. Et ce qui n'est pas sans surprise, même si l'homme de Kpélé-Tsavié a trainé les pieds avant de s'exécuter. Le gouvernement sortant a été mis en place le 17 septembre 2013 et était constitué de 27 membres. Mais les ministres issus de gouvernement sortant ont certains accompli la mission qui était la leur, d'autres ont été moins bons et la plus grande partie a été nulle simplement inexistante. En attendant la nomination d'un nouveau Premier ministre et la formation du nouveau gouvernement, la rédaction de votre journal s'est donné l'exercice d'évaluer les ministres sortants. La première partie présente les pires et les nuls qui ont donné de piètres prestations : ils sont les plus nombreux du lot...

Cette évaluation a tenu compte des attentes des populations vis-à-vis des titulaires des portefeuilles, les résultats, et les échecs. Ce que le passage du ministre dans le gouvernement a pu apporter au peuple togolais. Ils sont donc 27 a totalisé près de trois années dans le gouvernement. C'est l'heure du bilan après la démission de leur patron.

Le premier ministre togolais Arthème Séléagodji AHOOMEY ZUNU l'a rendue, sa démission, et celle de tout son gouvernement le vendredi 22 mai 2015.

Ahoomey Zunu était à la tête de 27 ministres et qu'il a dirigé durant 1 an 243 jours. Lors de son mandat, plusieurs axes ont été touchés et ses ministres ont également eu à exercer chacun de son côté. Cahin-caha, tous sont arrivés à terme de leurs missions. Près d'une dizaine sont les pires du lot et ont attiré notre attention et nous vous proposons dans ce dossier leurs parcours ministériel. Sans surprise, quand la tête est pourrie, c'est tout le corps qui l'est. Et donc nous commençons cette autopsie par le commencement ou la tête. Le premier ministre lui-même.

Arthème Ahoomey Zunu, triste bilan

Ceux qui veulent ironiser le passage d'Ahoomey Zunu à la tête de la Primature au Togo évoquent une nomination et un maintien humanitaire à la tête de cette institution par les faveurs du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

C'est vrai, c'est le passage le plus escamoté à la tête de la Primature dans l'histoire du Togo. Une pause hivernale due à la maladie qui a sombré pendant plusieurs mois la Primature togolaise dans la léthargie, le Togo a attendu qu'Arthème Ahoomey Zunu se rétablisse pour revenir aux affaires. Les excès dans la gestion de la crise sociale surtout des agents hospitaliers, les soubresauts à la coupe d'Afrique des Nations et les incohérences au sein du gouvernement... Bref, une ribambelle d'échecs.

Le premier ministre sortant Arthème Séléagodji Ahoomey Zunu, est celui qui a succédé à l'Onusien Gilbert Fossoun HOUNGBO. Il a été nommé pour la première fois le 31 juillet 2012 puis reconduit le 17 septembre 2013.

Beaucoup ont qualifié le gouver-

nement sortant de gouvernement paralysé d'avance à ses premières heures. Et le fils de Kpélé Tsavié semble être le premier



ministre le plus contesté et le plus suffisant nommé par Faure GNASSINGBE. Plusieurs dossiers sont à mettre à l'actif d'Ahoomey Zunu dont les plus brulants sont ceux des revendications sociales et ses sorties hasardeuses, chaotiques et provocatrices.

Même si c'est sous son ère qu'a été ouverte la politique des grands travaux surtout la construction des routes, avec leur cortège de malversations : (attribution des marchés gré à gré, mauvaise qualité des infrastructures, corruption à haute dose, népotisme dans la gestion etc.), le mandat d'Ahoomey Zunu est sans doute celle des contestations sociales qui perdurent et qui persistent jusqu'à sa démission.

SPORT :

C'est sous le natif de Kpélé Tsavié que les Eperviers du Togo ont atteint pour la première fois l'étape des 1/4 de finale de la CAN en 2013. Une compétition lors de laquelle des fonds ont été prélevés pour accompagner les joueurs et le premier responsable devant faire les comptes de ces fonds en sa qualité de premier ministre.

Des comptes qu'il a bien évidemment promis et crié sur tous les toits faire, mais jusqu'à ses dernières heures en tant que premier ministre, le successeur de Gilbert HOUNGBO n'a daigné faire ses comptes aux contribuables togolais. Il est en train de partir sur la pointe des pieds :

« Les comptes de cette participation de notre équipe nationale seront fait jusqu'aux derniers centimes et rien ne sera laisser inaperçu. S'il y a des zones d'ombres, les responsables

devront répondre », tels étaient les propos du premier ministre quand il s'agissait de faire les comptes de la CAN. Mais aujourd'hui, le premier des ministres togolais est parti sans pouvoir faire ces comptes, preuve d'une véritable gabegie et des soupçons de malversations surtout si on sait que l'organisation, de la participation du Togo à la CAN d'Afrique du Sud a été jugé catastrophique par l'opinion nationale et internationale.

Tout ce qui a suivi cette participation et les autres problèmes qui ont miné et qui continuent de miner le football togolais, Ahoomey Zunu n'est pas arrivé à faire face et les résoudre convenablement.

Fronde sociale

L'autre axe où le premier ministre a lamentablement échoué est le terrain des revendications sociales avec surtout la création de la Synergie des Travailleurs du Togo, la STT.

Ce terrain a montré l'incompétence et l'échec cuisant de gouvernement d'Ahoomey Zunu. Le Premier ministre n'est pas arrivé à résoudre le problème social avec les grèves répétées de la Synergie des Travailleurs du Togo.

Selon des analystes de la vie socio politique du pays, Ahoomey Zunu a plutôt montré son caractère d'indifférence et d'incapacité, voire d'incompétence vis-à-vis de la résolution de la crise.

Dans le cadre justement de ces crises, il est noté des sorties malencontreuses et provocatrices du premier ministre togolais qui n'ont fait qu'envenimer et empirer la situation déjà tendue entre gouvernants et travailleurs.

En ce qui concerne ses sorties provocatrices, la dernière en date est celle du lundi 2 février 2015 au CHR Lomé Commune où le premier ministre au lieu d'apaiser les esprits, s'est plutôt donné le mauvais plaisir de faire des remontrances aux corps médical en arguant qu'il ne viendra pas se faire soigner dans les hôpitaux togolais. Une sortie d'Ahoomey-Zunu qui a poussé les travailleurs à bout avec de nombreux mots d'ordre de grève.

D'autres casseroles suivent aussi le premier ministre entre autres l'affaire de chefferie notamment dans le village de Essé Zogbédjé où il a pour des raisons "d'enquêtes" bloqué la cérémonie d'introni-

sation du chef dans la localité en toute impunité alors que son ministre de l'administration territoriale avait signé le décret d'intronisation et était informé de la date. Dans les coulisses, dans ce dossier, on aura appris que pour des raisons de sexe, le Premier ministre a pesé de tout son poids pour empêcher toute une communauté d'introniser son légitime chef.

Ailleurs, le Premier ministre n'a pas été à la hauteur de la cohésion gouvernementale et n'a aucune influence sur les ministres. Pendant trois ans, il n'a demandé officiellement à aucun ministre de faire les comptes sur des lettres de mission, pas de séminaire gouvernemental pour se pencher sur plusieurs sujets liés au développement du pays. Bref, c'est de l'imbroglie total et Dieu seul sait comment on en est arrivé à la fin du mandat actuel.

Bref le mandat d'Ahoomey Zunu a connu beaucoup plus de bas que de haut. Pour un acteur de la scène politique il n'y a rien à se mettre sous la dent sous le premier ministre sortant **« les deux passages d'Ahoomey Zunu à la primature sont les plus tristes du Togo. Il n'a fait que compliquer la situation. Même si dans les milieux politiques il se dit qu'une place lui serait encore réservée dans le nouveau gouvernement... »** A-t-il confié avant de conclure que **« Ahoomey Zunu a montré ses limites, il ne peut rien faire pour ce pays »**.

C'est vrai, l'homme se pavane d'avoir réussi l'organisation de deux élections importantes, législatives et présidentielle, mais dans quelles conditions avec quelles résultats?

Enfin, la conduite des actions pour le bien être des togolais a lamentablement échoué avec la crise liée au maïs, au ciment et au carburant et les questions de corruption et de crimes économiques impunis n'ont pas été résolus. Triste bilan qui finit avant l'interpellation dans des conditions illégales par son ministre de la sécurité d'un journaliste contre qui le ministre nourrirait des griefs personnels. Triste comme bilan. Sans doute, lui-même s'en frotte les mains avec une suffisance financière avec la construction d'un palais de milliards dans son village natal, et les différentes commissions et dessous de table par ci par là, au port, à l'aéroport, des entreprises de travaux publics. Nous avons en connaissance les montants de grosses enveloppes suspectes qui lui ont été remises à son retour de voyage médical par plusieurs opérateurs économiques. Bref, il a brillé, plutôt dans la corruption couronnée par la gestion peu orthodoxe du ministère de la santé. Beaucoup d'eau a coulé sous le pont de ce côté également. Piètre prestation sociopolitique et économique du Togo.

Dans le gouvernement

d'Ahoomey-Zunu il y a aussi des ministres qui font la loi en toute impunité et qui font des sociétés et institutions d'Etats les leurs. Au rang de ces ministres on note le tristement puissant ministre de l'économie et des finances.

Adjii Oteth AYASSOR...

Le ministre AYASSOR fait partie de ceux que la rédaction de votre journal a consacré un dossier dans la précédente parution et qui mérite qu'on revienne sur un ministre un peu trop hyperpuissant.

Pour commencer, le locataire du ministère de l'économie et des finances ne fait plus la différence entre ses collaborateurs et sa famille puisque plusieurs cadres dudit ministère proviennent de son entourage familial.

Un réseau familial qui ne permet pas une évolution professionnelle des autres employés et qui fait régner un climat de méfiance au sein du ministère en charge de l'é-



conomie nationale. Le ministre de l'économie et des finances est l'un des initiateurs de l'Office Togolais des Recettes (OTR). Cet autre plan conçu et élaboré par Adjii Oteth AYASSOR pour dit-il faire remonter l'économie nationale, semble ne rien faire de sa mission, et ce, déjà après une année et quelques mois d'existence.

L'OTR qui est la combinaison des douanes et des impôts ne serait qu'une manière de légitimer le vol selon des experts en économie. La mise en place de cet OTR s'est faite il faut le rappeler dans une confusion totale avec un directeur général qui fait toujours douter.

L'Office Togolais des Recettes n'est qu'une combine établie sur des liens familiaux et pour des intérêts uniques du ministre AYASSOR. Certains qualifient ces changements économiques, surtout l'OTR de ballon de baudruche qui ne tardera pas à éclater une fois que le ministre AYASSOR ne sera plus aux affaires. C'est pour quoi, il tient à fixer l'existence des institutions à sa personne pour rester indispensable.

suite à la page 5

Mystérieuse disparition de 300 millions

La CSTT reste secouée par les magouilles

Depuis environ 1 an, le torchon brûle entre les membres de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT). Malversations financières, soit une somme de plus de 300 millions de francs CFA détournés. C'est ce dont est accusé le Secrétaire Général de la CSTT, Sébastien Ayikoué TEVI par une entité du même groupe baptisée « Groupe 2 - CSTT ». Les 2 groupes ont organisés respectivement le 20 et 21 mai dernier deux conférences de presse au cours desquelles ils s'accusent mutuellement. A qui revient exactement le tort dans cette histoire dans laquelle l'audit financier dépêché par le principal partenaire hollandais révèle effectivement des manquements énormes ?

Depuis que le diable est entré dans la maison de la CSTT, son partenaire principal CNV International a dépêché le Cabinet belge d'Audit International DELOITTE pour étudier la comptabilité du groupe de 2009 à 2014, ce qui a été effectué le 28 avril 2015 avec suspension de tout financement et demande de justification.

Cette suspension et demande de justification démontrent que des sous du groupe ont été utilisés à d'autres fins. Qui donc est le principal accusé dans cette affaire quzrévèle l'audit financier de 72 pages ?

Le 20 mai dernier, devait se tenir un Conseil Syndical Extraordinaire (CSE) au siège de la CSTT suite à l'accusation faite au Secrétaire Général d'avoir prélevé 47 Millions de la caisse de la Confédération.

Certains médias ont publié plus de 300 millions de FCFA amputés à la caisse de cette association et attesté par le porte parole du groupe 2- CSTT, AGBENOU Emmanuel : « Il y a eu bel et bien malversations financières. Le rapport est clair. Le trou découvert porte sur 300.074.363F. Mais c'est sur le dos de qui ?

Qui a géré la CSTT au cours de la période de l'audit ? L'audit couvre 2009 jusqu'à 2014. Or déjà à partir de 2009, c'est TEVI qui était aux affaires » a-t-il déclaré.

Pour des raisons d'ordre du jour, la rencontre a du tourner au vinaigre entre les deux groupes qui n'arrivaient justement pas à s'entendre : « Le conseil d'hier n'a pas pu tenir. Ce n'est qu'à l'entame même de ce conseil que le Secrétaire Général, comme dans ses habitudes a voulu imposer au conseil le programme qu'il a confectionné. Or, nous avons l'habitude au cours de ces genres de rencontres d'amender le programme proposé...Hier, on a donc voulu apporter des amendements, il a refusé en nous faisant comprendre que c'est un projet technique et qu'il faille l'adopter et l'exécuter jusqu'à son entier épuiement; ce que nous n'avions pas accepté », a expliqué le Secrétaire Général de la FESY-TRAT et porte parole du groupe 2. Le soir du 20 mai, le groupe du Secrétaire Général Sébastien Ayikoué TEVI avait tenu une conférence de presse et avait rejeté toute accusation de détournement de fonds : « Je vous dis



moi franchement, j'ai travaillé dans une multinationale, je connais la valeur de l'argent, j'ai été chef comptable. Mais je sais qu'on ne touche pas à l'argent qui n'appartient pas à soi », a-t-il déclaré.

En définitive, le tort a été rejeté sur l'ancien comptable AGBODO Komi qui avait fait au sein de cette association 15 ans et qui en quittant son poste n'a pas hésité à arracher le disque dur de l'ordinateur comportant les données du groupe.

Selon le Secrétaire, il n'a pris fonction qu'en 2013 et il y a une nette amélioration par rapport aux années antérieures, certifiée par l'audit financier ayant eu lieu du 23 au 27 mars 2015.

Ce propos a été démenti par l'autre camp qui affirme qu'au-delà de tout, le Secrétaire percevait des sous en procédant à la signature avec les noms des autres person-

nes membre de ladite Centrale. Selon ses observations, il s'agit entre autres de 2009 à 2012 de l'absence d'un manuel de procédure financière, la tenue d'une comptabilité inadéquate, de l'absence de piste d'audit, faiblesse dans la procédure d'archivage, pièce justificative inadéquate, absence de rapprochement bancaire, absence d'inventaire de caisse, gestion inappropriée des aspects financiers des activités et l'absence de procédure de paiement formalisé. Le linge qui se lavait en famille se dévoile donc à toute la société.

Le groupe 2- CSTT de son côté, n'a pas hésité à réagir au lendemain de cette conférence. Il réitére son accusation à l'endroit du Secrétaire Général qu'ils ont exposé au grand public avec mention d'auto-nomination à une période donnée (2009), d'achat de ceintures et de vestes avec l'argent de la caisse et bien d'autres matériels.

Cette association créée en 1949 et ressuscitée en 1991 a véritablement du plomb dans l'aile et son avenir suscite des inquiétudes.

Mais les protagonistes sont déterminés à se battre pour elle, voire saisir les juridictions compétentes en cas de nécessité pour la remettre sur de bons rails : « Le groupe 2-CSTT demeure cependant engagé et déterminé pour mener la lutte jusqu'au bout, afin de réconcilier la CSTT avec elle-même, lui permettre de retrouver ses lettres de noblesse, sa place de Centrale leader et enfin de reconquérir l'ensemble de tous ses Partenaires », a laissé entendre son rapporteur Younglove AMAVI.

Pour le moment tout semble encore confus en entendant que les voiles ne soient levés.

Hervé A



Crise du Maïs

L'ANSAT contrainte d'ouvrir ses magasins

Une semaine après sa rencontre avec les consommateurs, les producteurs et les commerçants pour revoir le prix à fixer pour le maïs qui avait grimpé de 400F à 600F, l'Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT) a ouvert enfin ses vannes ce vendredi dernier. Les togolais après avoir crié haro sur le baudet, achèteront désormais le bol du maïs à 475F. Ceci non sans contrainte. Il a fallu une grande mobilisation et des pressions pour que le ministre de l'agriculture et directeur de l'ANSAT, Colonel Ouro Koura AGADAZI se ravise. Mais jusqu'à quand ?

Depuis le vendredi 26 mai dernier, la vie des consommateurs du maïs a repris son cours au Togo après que le prix du bol du maïs a été revu finalement à la baisse. Soit une différence de 125F; ce qui a permis à la population de retenir son souffle.

Dans une interview que le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche Ouro Koura AGADAZI avait accordée aux journalistes pendant l'avant dernière semaine de crise, il donnait l'impression d'avoir la volonté manifeste de changer le cours des choses en aidant la population : « Nous travaillons avec plusieurs acteurs qui

malheureusement ont des intérêts divergents à certains moments. Il faut donc réaliser cette mission pour satisfaire les producteurs sur la base de l'amélioration de leur revenu dans leur lieu de travail. Dans le même temps, il faut travailler de manière à satisfaire, je dirai même la demande des consommateurs en terme de couverture des denrées alimentaires », disait-t-il.

Malgré tout ceci, il a fallu que la population continue de manifester son mécontentement et que les OSC continuent de crier pour qu'on arrive à trouver en définitive une solution acceptable. Mais la grande question est de savoir si l'ANSAT a réellement

besoin de l'avis des revendeurs et commerçants pour permettre à la population de vivre aisément



après avoir acheté des millions de tonnes de maïs à bas prix chez les producteurs.

Ou pis encore faut-il attendre des jours et des semaines en fermant ses magasins qui débordent de vivres pendant un bon bout de temps alors que les gens sont

affamés et ont tout d'abord du mal à en découdre avec le quotidien. On peut donc comprendre la mau-

tenir indirectement ces commerçants qui profitaient de cette situation pour se faire un peu plus de sous que d'habitude et qui affirmaient haut et fort que le gouvernement leur : « accorde encore quelques jours pour écouler leur stock ».

Les quelques jours sont déjà passés et il revient enfin à tous les acteurs de se conformer à cette règle sans exception du moment où ceci a été officiellement annoncé.

Seulement, la crise du maïs prouve encore une fois que le gouvernement togolais manque de vision, de planification et d'intérêt pour les populations qui devraient être privilégiées dans toutes les occasions où leur bien être en dépend.

Hervé A

Evaluation du Gouvernement Ahoomey-Zunu Pires ministres, piètres prestations...

suite de la page 3

L'économie nationale semble t-il ne sait aussi mal portée depuis juillet 2012 où le ministre AYASSOR a pris sa commande. En deux ans et dix mois d'exercice de fonction à la tête du ministère en charge de l'économie et des finances, le ministre AYASSOR a préféré gérer son économie que celle du Togo.

Plus besoin ici de revenir sur d'autres écarts commis par le tristement puissant ministre en dehors de son cabinet, avec le mépris et la punition infligée aux ministres qui croupissent sous le poids des caprices du puissant ministre.

Adji Oteth AYASSOR n'est pas le seul à être un pire ministre du gouvernement. Il y a aussi le ministre Gilbert BAWARA de l'administration territoriale et des collectivités locales. Pour bon nombre de ses collègues et autres acteurs de la scène politique togolaise, il est la gueule puante du gouvernement.

Gilbert BAWARA...

Il donne l'impression d'être intègre, mais reste aussi corrompu jusqu'à la vessie. La corruption est une caractéristique des pires ministres du gouvernement sortant. L'affairisme à outrance est le point commun. Dans le Yoto, Gilbert Bawara a été surpris en fragrant délit d'affairisme et d'abus d'autorité. Il s'agissait d'un marché d'exploitation de sable pour la construction de l'usine de cimenterie de Sikaondji. Le marché en question ayant été confié à une société régulière qui a commencé les travaux, le ministre Bawara s'est ligué avec un banquier et un autre escroc pour faire envahir, sans mandat, des corps habillés pour empêcher les travaux. Il a fallu l'intransigence de l'entreprise en question pour faire reculer le ministre qui n'avait rien à voir



avec l'exploitation de sable, n'étant pas ministre des mines. Le successeur de Pascal BODJONA se distingue par son parler en vrac, venimeux et aussi provocateur comme son premier ministre. Il avait en charge l'organisation des élections locales et présidentielles. Mais le natif de Siou s'est souvent invité dans presque tous les sujets.

Que ce soit sur la question des réformes constitutionnelles et institutionnelles, l'organisation des élections locales et même la prési-

dentielle qui elle au moins a tenu mais dans la chienlit de proclamation de résultats, Gilbert BAWARA intervenait de façon désordonnée. L'un de ses échecs est l'organisation des élections locales qui n'a jamais eut lieu ainsi que l'évolution du processus de décentralisation.

Le ministre en charge de l'administration territoriale avait mis sur pied un comité qui devrait élaborer la feuille de route devant déboucher sur l'organisation d'une élection locale. Le comité était mis en place en novembre 2014 et avait 6 mois d'exercice et jusqu'à lors, aucune autre nouvelle de ce comité.

L'organisation de la présidentielle a été l'autre raté du ministre BAWARA, d'abord son implication dans la formation des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante en passant par ceux de la Cour Constitutionnelle et autres ont connu des irrégularités et de nombreux disfonctionnements.

Une élection présidentielle décriée de part et d'autre à cause du cafoouillage constaté dans la proclamation des résultats.

Bref, le ministre outrepassait ses prérogatives et s'impliquait dans tout, même ce qui ne le regardait. Gilbert BAWARA fait partie de ceux qui ont infligé un coup dur à la feuille de route du gouvernement sortant. Il semble par ailleurs qu'il a la particularité de menacer les diplomates et de leur servir des contre vérités sur l'actualité du Togo. Des mensonges pour être clair.

Beaucoup racontent qu'en privé, le natif de Siou joue plutôt sa propre carte. Pour lui, après les Kabyè, le pouvoir devrait revenir aux Losso et c'est lui qui devrait incarner cette transmission obligatoire. Ces propos à lui attribués pour être fondés ou non. Mais l'homme n'est pas moins ambitieux en ce qui concerne son avenir politique. C'est pourquoi, Ahoomey Zunu n'a pas pu le contenir et lui s'est royalement moqué pendant tout le mandat de l'existence d'un Premier ministre. Outre Gilbert BAWARA, un autre ministre a également failli à sa mission, il s'agit du ministre des Enseignements Primaire et Secondaire.

Florent MANGANAWOE...

La Synergie des Travailleurs du Togo fut la seule bête noire du gouvernement sortant mais surtout de Florent MANGANAWOE. Les mots d'ordre de grève sans cesse de la STT et l'incapacité du ministre MANGANAWOE d'agir et de résoudre les problèmes ont poussé la Synergie des Travailleurs du Togo à réclamer sa démission.

Puisque le secteur de l'éducation est très affecté par les mouvements de grève de la STT. Des

élèves qui manifestent en cas de grève de leurs enseignants et autres contestations étaient plus grands que MANGANAWOE. Malgré la tension qui était vive, Florent MANGANAWOE se donnait aussi dans les menaces à l'endroit des enseignants. La fermeture des établissements qui n'ont rien fait quand à la gestion de la tension sociale.

Au lieu de faire face aux réelles préoccupations et les résoudre, Florent MANGANAWOE et ses pairs se jettent dans la fuite en avant. Tout récemment des informations circulent, selon lesquelles des étudiants seraient en train d'être formés pour les prochains examens au cas où les enseignants venaient à faire grève.

Des informations qui montrent à suffisance l'incompétence de



Florent MANGANAWOE quand à la gestion de son portefeuille. L'homme de Pagouda revendique plutôt un militantisme politique qui lui vaut cette place plutôt qu'une compétence à faire valoir. Sinon, il y a longtemps qu'il serait aux oubliettes.

Cette crise sociale risque de prendre d'autres tournures dans les jours à venir surtout avec la Synergie des Travailleurs du Togo qui disent revenir avec toutes ses armes pour combattre le gouvernement. Le paysage social togolais pourrait connaître des heures de haute tension si le nouveau gouvernement qui est très attendu ne met pas aux commandes de ce portefeuille celui qu'il faut.

Le gouvernement mis en place par Ahoomey Zunu comporte un grand nombre de nuls et qui ne devraient plus se voir attribués un quelconque poste ministériel, et parlant toujours de ces ministres, on note celle des postes et de l'économie numérique.

Cina LAWSON...

Celle-ci est la dame bling-bling du gouvernement qui donne dans les caprices les plus insolites et les plus méprisantes. Elle était aux commandes du ministère des postes jusqu'en septembre 2012 où il lui sera ajoutée la gestion de l'économie numérique. Il suffit d'évoquer un seul axe pour évaluer les performances de la ministre des postes et de l'économie numérique : la connexion internet.

La connexion Internet n'a jamais été catastrophique que sous Cina Lawson. La connexion est deve-



nue un gaz rare pour les togolais. Difficile de faire des téléchargements, ou même envoyer des fichiers. Et pourtant la ministre Cina LAWSON dit établir des câbles sous marins afin de faciliter la connexion pour tous.

Ce sont les détenteurs de cyber café qui viennent en aide aux populations mais là aussi avec toutes les tares et autres problèmes liés à la connexion. Lorsque le Bénin tend vers le 4G, le Togo de Cina LAWSON peine toujours à être du moins stable dans son 3G.

Sans autres commentaires, le problème de la connexion demeure l'un des défis majeurs que n'a pas pu relever madame ou mademoiselle (c'est selon) Cina LAWSON. Au lieu de s'en préoccuper, elle tourne en rond dans les promesses jamais réalisées. Ses grandes réalisations se limitent au site du gouvernement qui lui attribue des titres ronflants difficiles à vérifier. Pour la ridiculiser dans un Togo où tout le monde crie à la mauvaise qualité de l'Internet, le site du gouvernement fait d'elle une promotrice d'un Silicon Valley togolais. Une vraie moquerie infligée à la ministre qui a pris en otage les sociétés publiques de téléphonie au Togo.

L'autre secteur d'incompétence de la ministre de l'économie numérique où des ratés considérables ont été constatés est le côté télécommunication avec les réseaux de téléphonie mobile et fixe.

Dans ce secteur, premier fait à noter : la cherté des coûts de communication. Les trois opérateurs de téléphonies installés sur le territoire ont des tarifs assez élevés avec des services qui laissent à désirer avec des prélèvements injustifiés des crédits de communications.

Togocel ou encore l'autre opérateur de téléphonie mobile privée Moov qui tous deux se disent certifier peinent toujours à servir du bon service à sa clientèle.

Avec tous ces ratés en termes de connexions à mettre à son actif, la ministre Cina LAWSON a aussi annoncé entre temps la venue d'un troisième opérateur mobile. Des noms ont circulé autour de ce troisième opérateur mobile parmi lesquels on citait le réseau MTN ou encore Orange.

Mais jusqu'à présent, aucun de ces opérateurs n'a pointé le bout du nez. Et pour bon nombre de togolais, Cina LAWSON a failli à sa mission et devrait plutôt être nommé ministre chargés des affaires présidentielles, puisque omni-

présente dans les couloirs sud et nord de la présidence togolaise.

Ils sont nombreux ces togolais qui ont fait le triste constat que la ministre laisse son poste pour se donner dans les voyages luxueux sur le dos du contribuable togolais. Une seule question à Cina Lawson résume son incapacité à gérer les téléphonies au Togo : Ou sont passés les MVNO ??? Équation à mille inconnus.

Pires sont encore plusieurs ministres du gouvernement sortant.

Les uns sont quasiment invisibles et manquant d'initiatives. C'est le cas par exemple du ministre chargé des réformes administratives, Elliott Ohin, un gâchis pour le gouvernement. Il n'a jamais pu mettre son poids au service d'une quelconque utilité pour des réformes administratives. Il semble que c'est un poste de complaisance pour maintenir ceux qui devraient normalement être radiés du gouvernement pour incompétence.

Dans le même lot se cite qui errent à la recherche d'occasions à se faire voir. C'est le cas de Siabi Aglo du travail. Rien à signaler d'utile. Le plus ridicule est le ministre chargé des affaires présidentielles. Un poste de réconfort et de récompense qui n'a rien à voir avec la réalité. On raconte que toutes les affaires liées à la présidence lui échappent. Ancien secrétaire général du parti au pouvoir, RPT, il s'agit pour lui d'être le gardien du temple du courant nostalgique des gloires du passé politique du Togo.

Il y en a d'autres qui ont brillé dans les commissions et qui sont devenus très riches avec leurs portefeuilles : Nisao Gnofam des travaux publics, Ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation Civique, Mme Kouméalo ANATE, Angèle AMOUZOU-DJAKE épouse BANSAH Ministre des Sports et des Loisirs. Beaucoup d'argent encaissé lors de leur passage.

Le plus grand bénéficiaire de cette insolente manne est le Colonel Ouro Koura AGADAZI qui règne aussi sur un royaume de l'agriculture et de l'ANSAT. En toute impunité.

Cette évaluation sommaire n'a aucunement pour objectif d'obliger le Chef de l'Etat à radier ou à maintenir un quelconque ministre au gouvernement. Il s'agit d'un bilan qui permet à l'opinion de voir ce qui est fait et ce qui devrait être fait. Principe de la bonne gouvernance que les ministres eux même n'ont pas eu le courage de faire que notre rédaction se donne le devoir d'offrir à ses lecteurs.

Le reste, les ministres qui ne sont pas concernés par le présent dossier ne devraient pas penser qu'ils sont les meilleurs élèves. Ils ont des particularités dans l'évaluation que nous nous donnerons la tâche de décrire dans nos prochaines éditions.

Richard AZIAGUE
(Et toute l'équipe de la rédaction)

Sport / Les USA éclatent la mafia FIFA

Les fédérations africaines vont être secouées...

Un vent chaud et sec souffle depuis le mercredi 27 mai dernier sur la Fédération Internationale de Football Association FIFA. La grande faitière de football mondial est secouée par un scandale de corruption sans précédent. (Sept) 7 membres du bureau exécutif de la FIFA mis aux arrêts. Au centre : 47 chefs d'inculpations et surtout 150 millions de dollars en pot-de-vin. Le mythe qui entoure la FIFA est tombé, Sepp BLATTER mis à nu par la justice américaine. L'UEFA remontée contre BLATTER, la CAF lui apporte son soutien. Malgré que le président Sepp BLATTER soit réélu pour un 5ème mandat de 4 ans, cette situation a sans doute porté un coup à la faitière mondiale du football. Quels impacts sur les autres fédérations dans le monde mais surtout africaines.

La Fédération Internationale de Football Association FIFA est depuis la semaine dernière secouée par un scandale de corruption. Un nombre important de la mère des fédérations mondiale de football est inculpé par la justice américaine. Les chefs d'accusations font état

de ce que durant ces 25 dernières années, la somme de 150 millions de dollars a circulé entre la FIFA et certains pays pour l'obtention des coupes du monde et rétro-commissions en échange de droits TV et marketing pour des tournois internationaux.

L'actuel président de la FIFA pourrait également faire objet d'audition dans les prochains jours et

cette fois-ci, ce sera le volet des conditions d'attribution controversées des Coupes du monde 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar après un vote du comité exécutif en décembre 2010.

Pour l'heure, c'est l'attribution à l'Afrique du sud de la coupe du monde 2010, la première en Afrique noire qui est sous le feu des projecteurs.

Sur ce dossier, des déclarations sortent déjà.

Le weekend dernier, le président de la Fédération Sud Africaine (SAFA) Danny Jordan, a reconnu que le comité d'organisation de la coupe du monde 2010, dont il était aussi le président a versé 10 millions de dollars en 2008 à la CONCACAF (Confédération d'Amérique du Nord, centrale et Caraïbes).

Mais que cela n'avait rien avoir avec un quelconque pot-de-vin comme le cite la justice américaine.

Net argent a été déduit des 100 millions de dollars versés par la FIFA pour l'organisation de la pre-

mière Coupe du monde en terre africaine, et était destiné à un fonds de développement de la CONCACAF », a-t-il expliqué.

"Comment aurions-nous pu payer un pot-de-vin pour des voix quatre ans après avoir été choisis?", s'est défendu Danny Jordan.

Tout comme Thabo Mbeki, président de la République à l'époque, le gouvernement sud-africain actuel a rejeté avec véhémence les accusations de corruptions.

L'accusation publiée mercredi donc par la justice américaine soupçonne le Trinadien Jack Warner, alors président de la CONCACAF, d'avoir empoché cette manne en échange de trois voix en faveur de l'Afrique du Sud lors du vote pour l'attribution du Mondial 2010.

Warner, qui s'est retiré du monde du football en juin 2011 et dont le nom est cité dans plusieurs affaires de corruption, a été arrêtée cette semaine puis relâché sous caution. Cet ex-vice-président de l'instance mondiale du foot fait partie des neuf élus de la FIFA, actuels et anciens, inculpés mercredi par la justice américaine pour corruption, racket et blanchiment.

"Tout ceci a pour origine la candidature malheureuse des Etats-Unis pour organiser la Coupe du monde 2022. Aucun pays au monde n'a un droit divin qui lui assure l'organisation de la Coupe du monde. Acceptez votre défaite, soyez des hommes et tournez la page", a réagi Jack Warner dimanche dans une vidéo publiée sur sa page Facebook.

Le feuilleton des attributions des mondiales de 2018 à la Russie et de 2022 au Qatar fournira aussi ses épisodes dans cet ouragan footballistique puisque des dirigeants du football mondial sont déjà accusés de corruption parmi lesquels quatre africains. Il s'agit du président de la Confédération Africaine de Football Issa HAYATOU, Hany Abo Rida de l'Egypte, de l'Ivoirien Jacques Anouma et du Nigérian Amos Adamu.

Tout ceci fait voir aujourd'hui à beaucoup de personnes le vrai visage de la FIFA et laisse croire que la FIFA est une véritable Mafia où le silence et la corruption sont rois.

Le foot et la corruption... Tous ces rebondissements au sein de l'instance mère actuellement semblent montrer à quel point l'argent peut tout dans le monde du sport surtout du football.

La planète foot est-elle pourrie ? L'argent pour acheter les voix dans le foot, cela fait plus de quarante ans que ça dure, souffle un ancien responsable de la Fifa. João Havelange (le prédécesseur de Sepp Blatter) a été élu grâce aux voix des Africains, qu'il a monnayées.

« La corruption, Sepp Blatter l'a toujours acceptée sans chercher vraiment à s'y opposer. Si le président de la FIFA est corruptible, pourquoi les membres du comité exécutif ne le seraient-ils pas ? »

suite à la page 8

Nouveau : GRANDS DOSSIERS D'AFRIQUE:

Chefs d'Etats africains « longévitaires » au pouvoir Joseph Kabila : 44 ans d'âge et 14 ans de pouvoir

A/ Introduction.

En Afrique, le pouvoir public est un bien, un bien privé, un patrimoine familial à préserver soigneusement à tout prix et à léguer minutieusement aux ayants droit, aux mépris totales des principes de démocratie, des droits humains et des prescriptions des Constitutions du pays dont sont pourtant garants ces chefs d'Etat. Et se caractérise par la longévité au pouvoir de celui qui l'incarne, souvent dans la violence et la cruauté inimaginables, et cela s'appelle pompeusement "STABILITÉ".

Tous ceux qui parlent ou pensent en termes d'alternance au pouvoir, sont aussitôt taxés de "déstabilisateurs" ou "d'assoiffés de pouvoirs", "d'ennemis du peuple" ou "de manipulés par l'Etranger" dont les sorts sont vite réglés par des assassinats politiques, des emprisonnements aux motifs fallacieux ou purement et simplement par des contraintes à l'exil, pour les plus chanceux.

Suivez plutôt notre zoom sur le classement par ancienneté et par pays, de ces quatorze chefs d'Etat "longévitaires" d'Afrique que nous présenterons, deux à deux, par publication hebdomadaire.

Bonne lecture et bonnes réactions.

B/ CETTE SEMAINE, ZOOM SUR : La RDC de Joseph Kabila.

Du Congo au ré-Congo en passant par le Zaïre, de Kasa-Vubu à Kabila fils, en passant par Joseph Desiré Mobutu et Laurent Desiré Kabila père, le pays, depuis son indépendance du Royaume de Belgique ce 30 juin 1960, à connu 4 présidents, à



savoir:

Joseph Kaza-Vubu, 1er Président, du 30 juin 1960 au 24 novembre 1965. Élu au suffrage universel indirect, il sera renversé par Joseph Désire Mobutu.

Joseph Désire Mobutu, alias Mobutu Sesse Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, 2ème Président, du 25 novembre au 16 mai 1997, est renversé par une rébellion, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, conduite par Laurent Désire Kabila.

Laurent Désire Kabila, 3ème Président autoproclamé, du 17 mai 1997 au 16 janvier 2001, assassiné dans des conditions non encore élucidées.

Joseph Kabila, 4ème Président, du 17 janvier 2001 à nos jours. En 2001: À la mort de son père, Joseph Kabila sera nommé président par intérim du 17 janvier 2001 au 26 janvier 2003.

En 2003: Du 26 janvier 2003 au 6 décembre 2006, Kabila sera nommé à la tête d'un gouvernement de transition, suite aux Accords global et inclusif sur la transition en RDC, signés à

Pretoria, en Afrique du sud le 17 décembre 2002 et adoptés à Sun City le 1er avril 2003. Il sera encadré dans ses fonctions par 4 vice-présidents, issus des factions de la Deuxième guerre du Congo.

En 2006: Le 26 novembre 2006, Kabila est déclaré par la Cour Suprême, gagnant du 2ème tour de l'élection présidentielle organisée le 29 octobre 2006, devenant ainsi le 4ème président pour un premier mandat de 5 ans.

En 2011: Il est réélu le 28 novembre 2011 pour un second et dernier mandat de 5 ans, réélection hautement contestée par son challenger Étienne Tshisekedi.

Âgé de 44 ans, Kabila fils est aux commandes du Congo 14 années durant. Théoriquement en fin de règne en 2016, l'homme, dans l'impossibilité de modifier la Constitution pour compétrer aux échéances électorales à venir et contrarié par l'alinéa 1, joue le stratagème de retarder les élections, s'abritant derrière l'alinéa 2 de l'article 70 de la Constitution qui, pour mémoire, dispose:

Art. 70:

Alinéa 1- "Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Alinéa 2- A la fin de son mandat, le Président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau Président élu."

Aux dernières nouvelles, l'Assemblée nationale de la RDC a adopté ce samedi 17 janvier

2015, un projet de loi électorale susceptible d'entraîner le report de la prochaine présidentielle censée avoir lieu avant décembre 2016.

Ledit projet, en son article 8, alinéa 2, oblige le recensement de la population congolaise avant la tenue des prochaines élections législatives et présidentielles en RDC.

Du côté de l'opposition, on parle d'un « coup d'Etat constitutionnel » causant « un glissement » afin de permettre à l'actuel président congolais, Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà de son mandat qui arrivera à terme le 16 décembre 2016.

Des analystes avisés estiment qu'un recensement général de la population en RDC, pays grand comme près de cinq fois la France, largement dépourvu d'infrastructures et où sévissent encore une cinquantaine de groupes armés dans la partie est, pourrait prendre jusqu'à trois ans au moins.

Le départ de Kabila fils est-il renvoyé à la Saint Glinglin? Pauvre Afrique!

Pourquoi tes fils savent tout faire, sauf "finir en beauté et sortir par la grande porte???"

Après 3 jours de violences meurtrières crescendo, le Sénat suprême, ce 23 janvier courant, l'article conflictuel et impose le respect des délais constitutionnels légaux. Mais l'opposition devrait être prudente car, en Afrique, toute concession du pouvoir suppose un plan B. Attendons de voir clair...

Avec la collaboration de Déyadé Djab

Santé & Sexualité

Le téléphone portable et la stérilité chez les hommes

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de classer le 31 mai dernier l'usage du téléphone portable comme un facteur « possiblement cancérigène pour l'Homme ». Il est surtout incriminé dans certains cancers du cerveau et de l'oreille interne. Un effet potentiel de la téléphonie mobile est la stérilité chez les hommes qui en font usage de façon prolongée (plus de deux heures par jour en moyenne).

Comme les modèles chez les mammifères peuvent être parfois extrapolés à l'homme, diverses expériences ont été menées sur des rats et des lapins dans des laboratoires dans de nombreux pays. La majorité de ces investigations (mais pas toutes) ont donné la même conclusion : les ondes émises par le téléphone portable perturbent la formation des spermatozoïdes chez ces animaux. Plus précisément, elles réduisent leur nombre, leur mobilité, leur viabilité et affectent leur forme normale. En gros, un spermatozoïde est constitué d'une tête, d'une partie intermédiaire, et d'une queue (appelée flagelle) qui l'aide à se déplacer dans l'organe génital de la femelle vers l'ovule pour la féconder. Pour que la fécondation soit un succès, il faut que les spermatozoïdes soient bien formés.

Certains spermatozoïdes de ces animaux soumis aux ondes électromagnétiques du portable avaient de petites têtes, d'autres de grosses têtes, d'autres encore des queues courtes ou enroulées, etc. Ce qui les rend inaptes à féconder l'ovule de la femelle. La façon dont s'opère l'effet des ondes sur les spermatozoïdes est mal connu : certains évoquent l'effet de chaleur de ces ondes sur les testicules, d'autres les possibles dommages qu'ils font subir à l'ADN de ces cellules, d'autres encore leur possible action sur d'autres parties spécifiques du spermatozoïde. Il n'y a pas encore de consensus dans la communauté scientifique.

Les mêmes malformations ont été observées chez les spermatozoïdes des hommes qui utilisaient le portable plus de deux heures dans la journée. Il ne s'agit pas d'une impuissance sexuelle. L'érection se fait normalement. Les rapports sexuels avec la partenaire se passent sans difficulté particulière. L'éjaculation se fait normalement et le sperme paraît normal à l'œil nu. Mais c'est la qualité de ce sperme qui ne permet pas à la femme de tomber enceinte. Quatre caractéristiques principales des spermatozoïdes normaux sont affectées :

Le nombre : un sperme normal contient au moins 20 millions de spermatozoïdes par millilitre. Si le nombre est moins élevé (oligospermie), cela peut compromettre la fécondation de l'ovule. Une oligospermie a été parfois observée chez ceux qui étaient beaucoup exposés aux ondes du portable.

La forme normale : Il peut avoir trop de spermatozoïdes malformés (têtes irrégulières, allongées, grosses, queues courtes, enroulées etc.) et ceux-ci ne peuvent pas réaliser le travail souhaité : monter jusqu'à l'œuf de la femme et accomplir la fécondation.

La mobilité : le spermatozoïde doit « nager » dans le liquide spermatique qui l'environne et se déplacer dans l'appareil génital de la femme. Cette aptitude à se déplacer peut être affectée sous l'effet prolongé des ondes émises par le portable.

La viabilité : il existe un grand nombre de spermatozoïdes déjà morts à l'éjaculation.

Souvent hélas, dans certains contextes, c'est la femme que l'on va pointer du doigt. Rappelons que dans 50% des cas de couples infertiles, la stérilité vient de l'homme.

Bonne nouvelle !

La bonne nouvelle, c'est que selon les données actuelles (encore partielles), cette stérilité masculine provoquée par le téléphone portable n'est pas permanente. Dès que les spermatozoïdes malformés ou affectés sont évacués, on peut avoir une nouvelle vague de sperme de meilleure qualité. A condition que l'on arrête l'exposition prolongée aux ondes du téléphone portable. Il faut 74 jours en moyenne chez l'homme pour former une génération de spermatozoïdes. En théorie, il faudrait donc un délai minimum de 74 jours en moyenne après l'arrêt de cette exposition pour obtenir la première « génération » de spermatozoïdes de bonne qualité. Mais si les lésions vont au-delà des spermatozoïdes (testiculaires par exemple), le délai pourrait être plus long.

Précaution :

Pour éviter que les spermatozoïdes ne soient pas exposés de façon abusive aux ondes électromagnétiques du portable, il faut :

- limiter son temps de communication (moins de 2 heures par jour)
- éviter de mettre le portable dans les poches et de le porter dans un étui autour de la hanche
- Au lieu de le porter sur le corps, on peut le mettre dans le sac, sur la table, le bureau etc.

Bouffée de rire

Faire répéter 10 fois, très vite "BOURCHETTE!"
et sans attendre demander avec quoi on mange la soupe !

Que demande un douanier à un cochon qui passe la frontière ??
- Son passe-porc.

Michel revient de l'école avec son bulletin. Des zéros partout.
- Quelle excuse vas-tu encore me donner? soupire sa mère.
- Eh bien! j'hésite entre l'hérédité et l'environnement familial.

Un monsieur très radin dit à ses enfants :
- Si vous êtes gentils ce soir, je vous montrerai la photo de quelqu'un qui mange de la glace.

D'emblée, une jeune fille avertit le garçon avec lequel elle sort pour la première fois :
- Ma mère m'a fait jurer de répondre énergiquement "non" à tout ce que vous me proposez.
- Très bien. Verriez-vous une objection à ce que je vous embrasse ?
- Non.

Si la tour de Pise penche vers la gauche, c'est qu'il va pleuvoir. Si elle penche vers la droite, c'est que vous arriverez par l'autre côté de la rue!

Qu'est ce qui est vert et qui monte et qui descend?
- Un petit pois dans un ascenseur...

L'Indépendant

Journal Togolais d'Informations Générales
d'Analyses Politiques et de Publicité

Pharmacies de Garde Du 25/05/ au 01/06/15

ETOILES 10 Av. Nouvelle Marche 22 21 88 47
St RAPHAEL Marché Atikpodji 22 21 84 26
CHATEAU D'EAU Près Château d'eau de BE
22 21 57 51
KPEHENOU Boulevard HOUPHOUET - BOIGNY
22 21 32 24
HORIZON boulevard du 13 janvier Face Sapeurs-
Pompiers à côté de l'immeuble A.A.C. 22 20 42 42
LIBERATION Avenue Libération prolongée
22 22 25 25
CAMPUS Adewi 22 21 56 32
HÔPITAL Face Hôpital CHU-Tokoin 22 20 08 08
PROSPERITE Située sur le Bd Eyadéma entre l'im-
meuble AUBA et la Direction de la Police Judiciaire
(DPJ) 23 38 84 25
LE JOURDAIN Boulevard Léopold Sédar SEN-
GHOR, face au CEG Tokoin Wuiti 22 61 56 14
PEUPLE Marché NUKAFU 22 26 84 22
NOTRE DAME Sise au 578 rue assiyéy derrière le
marché d'Hedzranawoe, en face de la piscine
Atlantide 22 42 74 04
St PIERRE Sagboville Hedzranawe. Boulevard
Haho 22 26 19 73
PHARMACIE 2000 BE KPOTA près du Marché
Dzifa 22 70 01 69

LE PROGRES Sur le tronçon CIMTOGO-
Gendarmerie d'Ahadjji kpota non loin du marché de
Zorro-bar 22 35 86 55
ELI-BEREA Route d'Adidogomé, Immeuble
SIKOVIC face bureau de Poste 22 51 22 82
LA REFERENCE Route de Kpalimé, Adidogomé
Assiyéy, à côté du bar Madiba 23 20 24 15
ACTUELLE Route de Ségbé Quartier Sagbado -
Adidogomé 22 51 11 72
JAHNAP Djidjole-Gakli, 22 51 22 86
BETANIA Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin
de la salle des Témoins de Jéhovah 22 43 89 40
St JOSEPH Bretelle BE KLIKAME 22 25 74 65
LUMIERE Agbalepédogan 22 25 15 26
ORCHIDEE LLEO 2000 22 47 42 87
St ESPRIT Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué,
Face au CEG Agoè-Est 22 40 29 06
St MICHEL Située à Agoenyivé entre la
Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22
EXCELLENCE Agoe Demakpoe 22 51 77 87
MAINA Agoé Assiyéy, axe Zanguéra à 300 mètres
du Carrefour bleu 22 33 65 34
AVEPOZO A côté de la place publique d'avepozo
22 27 04 86
LE DESTIN A côté de l'Agence ECOBANK de
Baguida 22 41 15 41

Psychodrame à Kpélé Tsavié

La cascade de la mort a tué un délégué de Graabel-Pharma et son épouse

Tout laisse à croire qu'au Togo, l'être humain n'est pas au centre des préoccupations des autorités. La sécurité humaine n'est pas garantie, non seulement dans la réalisation et la promotion des différents ouvrages publics, mais aussi et surtout dans la protection des espaces jugés dangereux pour l'utilisation humaine. Tous ceux qui ont appris la fin tragique à la cascade de Gbalédzé à Kpélé Tsavié de ce délégué médical et de sa femme n'ont pas pu retenir leurs larmes. Et pourtant, le gouvernement pourrait prendre des dispositions pour éviter cette tragédie, mais la négligence, le laisser aller et le mépris de la vie des citoyens a causé la énième mort par accident sur ce site dangereux.

Fidèle KPODONOU est un jeune et talentueux délégué médical du laboratoire Graabel-Pharma représenté à Lomé. Il est très respecté dans le milieu de la délégation en raison de ses compétences. Assistant médical au départ, il détient les clés médicales pour faire vaillamment la promotion des produits de Graabel-Pharma, même si cette représentation ne lui réserve pas le traitement à la hauteur de ses compétences. Originaire de Bè, Fidèle KPODONOU a voulu effectuer dans le Klotu une sortie en villégiature pour faire plaisir à sa femme et à

ses trois enfants qu'il avait engouffrés dans sa nouvelle voiture, celle qui est en vogue aujourd'hui à Lomé, la Toyota Avensis dite ministérielle. En quittant Lomé, il ne savait pas qu'il s'engageait sur un boulevard de la mort, une porte de non retour. La destination fut donc la cascade de Gbalédzé située sur les hauteurs de Kpélé Tsavié, localité du Premier Ministre située à près de 160 Km au nord ouest de Lomé. Fidèle KPODONOU, sa femme et ses trois enfants ont réussi à gravir les marches abruptes de la cascade. Les visites étaient presque bouclées, et le couple



apparemment satisfait de cette sortie de loisir a simplement voulu immortaliser l'évènement par une pause photo, devant les enfants. C'est donc au cours de la pose photo qu'une partie de terre a cédé sous la dame, la précipitant violemment vers l'eau agitée de la cascade. Le mari voyant la mort s'emparer dangereusement de son épouse a tenté de suivre le guide qui ten-

ait de sauver la pauvre dame. Peine perdue, elle était déjà irrécupérable dans le fond de la cascade d'eau. C'est ainsi que sans doute, par réflexe ou émotion, Fidèle a tenté de se jeter à l'eau pour tenter l'impossible. La chute fut pour lui fatale. Il a dégringolé du haut de la montagne et s'est fracassé le crâne avant même d'atterrir, le corps inanimé aux côtés de son épouse qui avait déjà

perdu la vie. Rien ne se fit pour sauver ce couple heureux qui venait de mourir de la façon la plus dramatique sous le regard impuissant et traumatisant de trois enfants. C'était un horreur. Une journée noire pour cette progéniture innocente qui a été récupérée par ceux qui ont vécu la scène atroce avant d'être conduite à Lomé. Originaire de Bè, le délégué médical a été inhumé le week-end dernier au cimetière de Bè Kpota devant un parterre de ses collègues et l'ahurissement des parents, amis et tous ceux qui étaient présents. Dans les pays sérieux, une enquête devrait être ouverte sur l'existence de ce site dangereux, et même mortel. Pourquoi, malgré les morts en cascade sur le site de cascade d'eau, l'on continue d'autoriser l'accès à la cascade de Gbalédzé ?

Pourquoi, les autorités n'ont pas pris des dispositions qui s'imposent pour sécuriser le site, s'il doit être un lieu d'attraction et de loisirs ?

Pourquoi donc, malgré l'enregistrement des accidents mortels aucune mesure n'a été prise pour sauver les vies humaines, surtout que c'est la localité d'origine du Premier ministre sortant ?

A qui profitent donc la gestion de cette cascade ?

Des questions qui interpellent le ministère du tourisme qui n'existe pas dans le gouvernement sortant et le Ministère de la sécurité et de la protection civile dont le titulaire brille plutôt dans les arrestations arbitraires.

Une enquête du genre pourrait sauver de prochains candidats à la mort.

Dans la foulée, la responsabilité du laboratoire Graabel-Pharma est engagée sur la sécurité sociale de la progéniture.

Habitues à truquer les fiscaux et la sécurité sociale des employés, certaines entreprises mettent en péril la vie des employés et de leurs ayant droits juste par la vénalité de leurs responsables.

C'est le cas de Graabel Pharma dont le patron, Adjanado Kodjo, d'après nos informations prélève d'importantes sommes sur les salaires des employés sans jamais les déclarer à la Caisse nationale de sécurité sociale.

Ce qui ne permettra pas aux enfants de Fidèle, légitimes ayants droits de bénéficier des cotisations de leur père.

L'autorité fiscale devrait prendre ses responsabilités sur une affaire qui cache beaucoup d'autres dérives dans cette représentation dénommée Graabel-Pharma sur lesquelles nous reviendrons.

Carlos KETOHO

Sport / Les USA éclatent la mafia FIFA

Les fédérations africaines vont être secouées...

suite de page 6

A-t-il conclu. Ce qui est aujourd'hui la preuve irréfutable que la FIFA est une institution plus que corrompue.

Le scandale du vote de Zurich va-t-il faire perdre au Qatar sa Coupe du monde 2022 ? « Tant que rien n'est prouvé, je ne crois pas », lance l'un des quatre grands élec-

teurs africains de 2010. Il faut des preuves de corruption. Donc je ne vois pas ce qui peut remettre en cause ce vote." Vu son assurance, les nababs de la planète foot ont encore de beaux jours devant eux.



Et justement comme preuve de beaux jours devant les riches du foot mondial, le président sortant de la FIFA Sepp BLATTER a tout

simplement été reconduit lors du dernier congrès de la FIFA. Un congrès qui a connu une ferme opposition de l'UEFA vis-à-vis de BLATTER contre le soutien sans faille de la CAF.

Aujourd'hui, les relations ne sont plus au beau fixe entre les rois du football mondial et ce coup de la justice américaine contre la FIFA ouvre sans doute les vannes sur

les différentes magouilles à la CAF et dans les fédérations africaines. La crise qui secoue la FIFA actuellement fait ressortir l'éternel problème de magouille dénoncé au

La CAF ou la FIFA d'Afrique

demande qu'on ne peut qu'être mafieux pour échanger ses intérêts contre la vie des gens.

sein de la Confédération Africaine de Football. La CAF que dirige Issa HAYATOU depuis 1988 est très souvent taxée de mafieuse et de corrompue et aujourd'hui tout semble se dessiner non seulement avec cette histoire de mondial 2010 mais aussi celle du mondial 2022 attribué au Qatar.

Pour bon nombre de sportifs africains le camerounais a fait du football africain un business où seuls ses intérêts comptent. La dernière CAN refusée par le Maroc et acceptée la Guinée en est la parfaite illustration.

Tout d'abord HAYATOU, il a tout fait pour tenter d'imposer la CAN au Maroc qui a refusé à cause du virus Ebola qui sévissait dans la sous région à l'époque puis la Guinée qui se porte candidat pour sauver les meubles, on se demande qu'on ne peut qu'être mafieux pour échanger ses intérêts contre la vie des gens.

Et contre toute attente, la CAF qui sanctionne le Maroc a de lourdes peines et suspension à la participation de trois (3) Coupes d'Afrique des Nations. Le Maroc saisi le Tribunal Arbitral Sportif (TAS) quelques mois plus tard, le TAS annule la sanction de la CAF.

Cette CAN a été la plus douteuse de pratiquement toute l'histoire de la CAF, des matchs truqués, des éliminations sauvages etc. Tout ceci montre que HAYATOU et son réseau n'agissent que pour de l'argent.

Autre fait ! Retour en 2010 où l'équipe nationale du Togo a été sauvagement attaqué dans l'enclave de Cabinda où le pays devrait participer à la CAN de cette année. Malgré ce qui a vu par tout le monde entier, le camerounais "propriétaire" de la CAF a sanctionné le Togo parce que le pays a décidé de ne plus participer à la compétition. Pour HAYATOU, ses comptes étaient en jeu.

C'est clair que quand la tête est pourrie, le corps l'est aussi, ceci pour faire allusion aux divers problèmes dans les fédérations surtout le cas précis de la FTF avec le comité de normalisation. C'est clair que toute cette histoire de comité de normalisation mise en place par la FIFA n'est autre que de la poudre aux yeux et l'enracinement de la mafia dans le football et blanchir les fonds. De la nécessité désormais de refaire les lois du football mondial.

Richard AZIAGUE